

RCA au CdS ONU du 12/06/2017
Marco Impagliazzo
Président de la Communauté de Sant'Egidio

Merci Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour votre invitation à m'adresser à ce Conseil.

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs du Conseil de Sécurité,

Comme vous le savez la Communauté de Sant'Egidio – membre consultatif de l'ECOSOC - est une institution internationale présente dans plus de 70 Pays, qui peut se prévaloir d'une longue expérience en termes de médiation et de dialogue pour la paix, dans le monde et tout particulièrement en Afrique. Sant'Egidio est d'ailleurs elle-même en partie africaine, puisqu'elle compte plusieurs milliers de ses membres dans une trentaine de pays africains. Nous avons depuis longtemps un excellent rapport avec les Nations Unies, avec lesquelles nous venons de signer un accord sous forme d'échange de lettres d'intention afin de renforcer notre collaboration dans les domaines de la paix, de la prévention des conflits, et de la stabilisation des crises.

La République Centrafricaine est un Pays prioritaire dans l'action de Sant'Egidio, qui est engagée dans ce pays depuis 2003, en faveur de la paix et du dialogue entre ses diverses composantes. Je voudrais évoquer brièvement nos dernières initiatives, comme le Pacte républicain de novembre 2013, qui a été défini par ce même Conseil, dans la résolution 2127, comme un « cadre crédible devant favoriser un dialogue national sans exclusive entre toutes les forces du pays, politiques, sociales et religieuses », demandant « instamment aux autorités de transition de (l')appliquer »¹. Cette initiative, prise dans le cadre du mandat de la MINUSCA, visait l'extension de l'autorité de l'Etat et du maintien de l'intégrité territoriale, la promotion et la protection des droits de l'homme et le DDRR².

De plus, en 2014 Sant'Egidio a travaillé pour le dialogue entre les communautés religieuses, en particulier pour rompre l'isolement auquel était soumise la communauté musulmane après la chute du régime Séléka.

Pendant l'année 2015, un travail de sensibilisation a été mené auprès des forces politiques pour soutenir le processus électoral et l'acceptation des résultats des urnes. Sant'Egidio a aussi

¹ Résolution 2127 (2013) Adoptée par le CdS le 5 Décembre 2013, n° 7.

² Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement.

facilité la visite du Pape François à Bangui au mois de novembre 2015, tout particulièrement avec les représentants des groupes armés présents à ce moment-là dans la capitale, en leur demandant de renforcer volontairement la sécurité dans les quartiers dans lesquels devait se rendre le Pape François. Comme cela a été noté, cette visite a eu un effet fortement positif pour la stabilité du pays et pour la sortie de l'isolement de la communauté musulmane, avec une nouvelle impulsion donnée au processus de réconciliation nationale.

Depuis l'élection du Président Touadéra (janvier 2016), tous les efforts de Sant'Egidio ont visé à permettre aux autorités démocratiquement élues d'exercer leur mandat sur l'ensemble du territoire. Dans ce sens, depuis novembre 2016, avec l'autorisation du chef de l'Etat centrafricain, et en informant à chaque étape le RSSG Onanga-Anyanga – que je voudrais saluer et remercier pour son intéressante présentation – les représentants des quatorze groupes armés se sont rendus à Rome en divers moments, tant ceux qui ont adhéré au DDRR que ceux qui sont restés en dehors (principalement le FPRC). Les rencontres sont restées confidentielles, sans se superposer aux autres consultations en cours. Aucun des participants ne se trouvait sous le coup de sanctions. Il convient de signaler la rencontre à Sant'Egidio des représentants FPRC et de l'UPC, en confrontation pour le contrôle de Bria. Dans certains cas, le Gouvernement centrafricain a lui-même facilité les déplacements des représentants à ces rencontres censées aider et soutenir les efforts menés par le Gouvernement centrafricain et par son Président, dans une perspective de complémentarité.

Ce travail a lancé une dynamique positive. Ainsi Sant'Egidio compte réunir à Rome au même moment, dans les prochains jours, les représentants de l'ensemble des quatorze groupes armés, avec des émissaires du Gouvernement centrafricain mandatés par le Président Touadéra, afin d'analyser les points critiques du DDRR et du dialogue politique, en présence du RSSG Onanga-Anyanga. Par ces rencontres, la communauté internationale pourra bénéficier d'un travail confidentiel – compatible et complémentaire avec les autres initiatives en cours – qui puisse finaliser définitivement la trêve et l'entrée de tous les groupes dans le DDRR. Il sera possible de travailler sur les points critiques encore existants, sur la question de la justice transitionnelle et sur des garanties d'accès et de protection des humanitaires, conformément au mandat des Nations Unies en Centrafrique.

Selon l'expérience acquise nous estimons que :

- un dialogue direct entre la Présidence et son gouvernement d'une part, et les représentants des groupes armés d'autre part, est absolument nécessaire, faisant partie de l'appropriation africaine (UA) du processus. A cet égard, une pleine activation de l'Initiative Africaine de médiation pourrait contribuer davantage à faire avancer ce processus.

- un consensus pour fixer les derniers termes du DDRR, le retour de l'Etat dans ses fonctions régaliennes et la cessation de tout isolement des acteurs institutionnels, est absolument urgent, surtout après les violences des dernières semaines.

En vue de cela :

- les rencontres de Rome entendent contribuer à recréer un climat de confiance entre Centrafricains, notamment les acteurs non-institutionnels (groupes armés). L'expérience de Sant'Egidio sur ce terrain, ainsi que sa méthode (complémentarité, confidentialité, flexibilité, dialogue direct), sont avérées par maintes réussites ;
- Comme souligné vendredi dernier par le Sous-secrétaire général des Nations unies Jeffrey Feltman, Sant'Egidio a démontré au fil des années sa capacité à convoquer autour de la table des négociations les acteurs non gouvernementaux et en particulier les groupes armés.
- Cet exercice pourra contribuer au déblocage du cadre de dialogue national et à l'accélération des opérations des Nations Unies dans leur ensemble.

Merci de votre attention.

New York le 12 juin 2017